# CENTRAIDER

coopération internationale et solidarité





Les Transitions

**Dossier** 

P.8



Une terre en commun à partager et à protéger

Interview

P.18



pour une transition écologique internationale

Infographie



**TÉMOIGNAGES** en Centre-Val de Loire

P.22

**REVUE DU RÉSEAU N°50 - LES TRANSITIONS** Comité de rédaction Centraider, Lianes Coopération, Gescod, Pays de la Loire Coopération Internationale, So Coopération, Réseau Bretagne Solidaire, Territoires Solidaires, Yvelines Coopération internationale et développement • Contributeurs nationaux Véronique Bordes, Franck Lecocq, Sarah Marniesse, Pays de la Loire Coopération internationale, Dominique Pothier, Yvelines Coopération Internationale et Développement • Contributeurs régionaux AFDI Centre-Val de Loire, Delphine Benassy, Aurore Bizet, Conseil Municipal des Jeunes de Montlouis-sur-Loire, Jean-François Fillaut, Pauline Salcedo, Association Sothi • **Crédits photographiques** Merci aux contributeurs de cette revue pour leurs photographies, Licence Creative Commons Flick'r, Freepik.com, Pixabay.com, Unsplash.com, Shutterstock.com • **Remerciements** Francq Lecocq, Dominique Pothier, Région Centre-Val de Loire, Jean-Marie Tétard • **Elaboration de la revue** Equipes de Centraider, So Coopération, Réseau Bretagne Solidaire, Pays de la Loire Coopération Internationale, Lianes Coopération, Gescod, Territoires Solidaires, Yvelines Coopération internationale et développement • Coordination et création graphique Guillaume Guetreau • Visuel de couverture unsplash.com • Directeur de publication Renaud Mettre • Imprimeur Imprimerie 🗹 🖦 • ISSN : 2270-8377 • Contact Guillaume Guetreau, chargé de communication / guillaume.guetreau@ centraider.org / contact@centraider.org • CENTRAIDER est une association loi 1901 soutenue par la Région Centre-Val de Loire et l'Etat français • www.centraider.org











otre bien commun ne va pas bien, notre Terre est malade.

Quels sont les maux dont elle souffre ? Comment faire pour la soigner? La guestion des transitions nous amène à nous interroger sur ce moment crucial que nous vivons de passage, de changement, d'évolution d'un état vers un autre. Soit nous passons d'un état où nous prenons peu cas de la situation à une catastrophe écologique, climatique, de biodiversité et humaine encore plus importante, soit nous prenons conscience de la situation au-delà de la production de données scientifiques et manuscrites en travaillant sur nos modes de vie et de productions très concrètement afin d'espérer échapper à la catastrophe environnementale annoncée.

Réfléchir sur les transitions, c'est tenter de penser le passage d'un système global, qui nous met en danger, à de nouvelles formes (énergétiques, sociales, économiques, culturelles et politiques) plus respectueuses de la nature, de notre environnement, mais aussi de nous-mêmes.

Ce numéro 50 de notre revue souhaite mettre aujourd'hui en lumière et en partage les acteurs qui apportent des données et des réflexions globales comme Franck Lecocq, co-auteur du dernier rapport du GIEC (groupement intergouvernemental d'étude du climat) mais aussi les actions des acteurs associatifs de la région Centre Val de Loire ou les institutions nationales comme l'AFD (Agence Française de développement), vous y trouverez aussi de nombreuses initiatives qui tout simplement interpellent ou peuvent être source d'inspiration.



Toutes ces initiatives illustrent notre capacité à toutes et tous, d'agir en coopération, à notre échelle, pour entrer dans une incontournable phase de transition. Compte-

Réfléchir sur les transitions, c'est tenter de penser le passage d'un système global, qui nous met en danger, à de nouvelles formes [...] plus respectueuses de la nature, de notre environnement, mais aussi de nousmêmes.

tenu de la situation climatique globale, de la crise majeure de notre biodiversité (d'aucuns parlent de 6 ème extinction), des répercussions sur notre agriculture, des crises dues à la montée des eaux, nos modèles de production et de consommation sont à réinterroger dès maintenant, cette transition ne nous apparait plus comme une alternative possible mais bien comme une nécessité absolue. Transition énergétique, alimentaire, agricole... etc il s'agit bien là des transitions qui couvrent l'ensemble des politiques publiques et il s'agit bien d'une volonté publique forte et engagée qu'il faut solliciter de la part de nos dirigeants. Sans des politiques publiques fortes, nous n'atteindrons pas de profondes recompositions et ce qui aurait pu se réaliser de manière graduelle se fera via des ruptures importantes.

Devenir acteur-trice des changements et des transitions aujourd'hui est un enjeu global, institutionnel mais aussi personnel, chacun peut y apporter sa contribution.

Renaud Mettre> Président de Centraider



# CENTRAIDER ET LA GUILDE EN GUINÉE POUR ÉVALUER DES PROJETS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

La Guilde Européenne du Raid et la Conférence Inter-régionale des Réseaux Régionaux Multiacteurs (CIRRMA), dont est membre Centraider, ont signé une convention cadre en 2021 dans le cadre de la mise en œuvre de la plateforme territorialisée des Microprojets. Ce partenariat a pour but de faciliter l'accès à la formation, l'accompagnement et le financement des projets de solidarité internationale portés par des associations en région.

Dans le cadre de ce partenariat, Aratim Kpartiou-Tchasse de Centraider et David Steward de la Guilde ont effectué une mission de terrain en Guinée du 14 au 24 mars pour rencontrer les acteurs locaux, comprendre les logiques d'intervention et se rendre compte de la mise en œuvre des projets soutenus par la Guilde, la région Centre-Val de Loire, le département du Loiret et les agences de l'eau.

Des projets portés par 6 acteurs soutenus ont été visité dont 2 acteurs de la région Centre-Val de Loire, un acteur de Nouvelle-Aquitaine, un acteur d'Occitanie et 2 acteurs d'Île-de-France. Ces projets sur les thématiques de l'accès à une éducation de qualité, du sport, de l'accès à l'eau et de l'agriculture durable sont mis en œuvre à Conakry et dans la moyenne Guinée.

# LABOURSE DES PARTENARIATS : UN NOUVELOUTILÀ VOTRE DISPOSITION

De plus en plus d'associations particuliers souhaitent de diffuser leur mise à disposition compétences qu'elles soient ponctuelles et sur le long terme. Bien que l'annuaire de Centraider serve d'ores et déjà à rechercher des structures par grandes thématiques, domaines d'actions ou encore pays d'interventions, nous avons souhaités étoffer notre offre en se dotant d'une bourse des partenariats. Accessible gratuitement sur notre site internet (Onglet « Ressources »), c'est une plateforme d'échanges de services et de compétences. Elle permet de mettre en relation des acteurs possédant ou recherchant des compétences spécifiques pour faciliter la mise en œuvre des projets. Elle permet également de renforcer les partenariats pluri-acteurs et la mise en réseau ou encore, contribue à l'amélioration de la qualité des projets.

La consultation des offres et des demandes est libre, le dépôt d'une demande ou la réponse à une offre nécessite une inscription gratuite à l'Annuaire de Centraider. La Bourse des partenariats est disponible sur sur centraider.org, onglet «Ressources»





CENTRAIDER était présent au festival le Printemps De Bourges du 19 au 24 avril, sur le village « Demain le Printemps! » construit autour des thématiques de la jeunesse, de la transmission, du territoire et du développement durable.

Le stand du "Réseau Centraider", au pied de la Cathédrale de Bourges, était mutualisé entre plusieurs acteurs de la coopération et de la solidarité internationale. Ambulanciers Sans Frontière (ASF), la Ligue de l'enseignement du Cher, Electriciens Sans Frontière (ESF), Concordia Centre-Val de Loire et l'Association de Solidarité Internationale et d'Education (ASIE) ont répondu présents à l'appel de Centraider.

Roue des ODD, fresque du climat et autres activités ludiques et participatives, animations les proposées visaient à sensibiliser au développement durable de manière globale. Ce moment était aussi, pour les acteurs, l'occasion de faire connaître leur organisation au public du festival. La mutualisation du stand a été saluée par les acteurs présents, une opportunité pour certains de rencontrer d'autres acteurs de la région membres du réseau et d'échanger sur leurs projets.



# S'ENGAGER POUR LE MONDE: UN GUIDE NUMÉRIQUE DÉDIÉ À L'EDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (ECSI).

Dans le cadre du projet RECI-TAL-ODD, Centraider a mis en ligne un guide numérique dédié à l'ECSI et s'adressant particulièrement aux enseignants du secondaire ainsi qu'à l'ensemble des membres de la communauté éducative et aux travailleurs de jeunesse. Il s'intéresse notamment à apporter des idées, bonnes pratiques et outils pour celles et ceux qui souhaitent mener des actions et des projets d'ECSI en faveur de la réalisation des Objectifs de Développement Durable.

Vous trouverez dans le guide tout ce dont vous avez besoin pour initier des projets d'ECSI auprès du public jeunes:

- Des explications sur ces notions, des conseils méthodologiques, des vidéos explicatives et des ressources bibliographiques pour vous informer
- Des jeux adaptés à tous les âges, des outils pédagogiques thématiques, des ressources pour vous outiller
- Des exemples de projets menés en région, en France ou à l'international pour vous inspirer
- La présentation de campagnes citoyennes, de certains dispositifs et de certains labels pour engager votre structure dans une démarche solidaire

 Des explications pour trouver une association de solidarité internationale près de votre établissement, construire un partenariat de qualité, financer votre projet, ou faire appel à des structures nationale d'ECSI.



Retrouvez le guide numérique sur sengagerpourlemonde. org



# EN 2022, L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE CENTRAIDER À NOUVEAU EN PRÉSENTIEL!

Avec la fin des contraintes sanitaires liées à la pandémie de COVID-19, l'assemblée générale de Centraider a pu se tenir le mardi 29 mars à Orléans dans les nouveaux locaux du Centre International de Jeunesse.

L'assemblée générale a réuni près de 50 participants dont le conseiller diplomatique auprès de Madame la Préfète de région, Monsieur Philippe Merlin, et la représentante du Conseil régional Centre-Val de Loire, Madame Sandrine Freminet.

Lors de l'assemblée générale, les administrateurs et l'équipe salariée sont revenus sur l'ensemble des activités de l'année 2021 et les projets en cours. Cela a été l'occasion de présenter les nouveaux services proposés aux adhérents et membres du réseau notamment le projet EXPLOR

#### Le projet EXPLOR (EXPertise LOcale et Réseau de l'international)

Dispositif facilitant la réalisation de missions courtes d'expertise, il s'adresse aux :

- Acteurs de la solidarité internationale basés en région souhaitant bénéficier d'une expertise en vue de préparer, mettre en œuvre ou évaluer leurs projets.
- Entreprises ou collectivités qui souhaiteraient mettre leur expertise au service d'un projet de Solidarité internationale



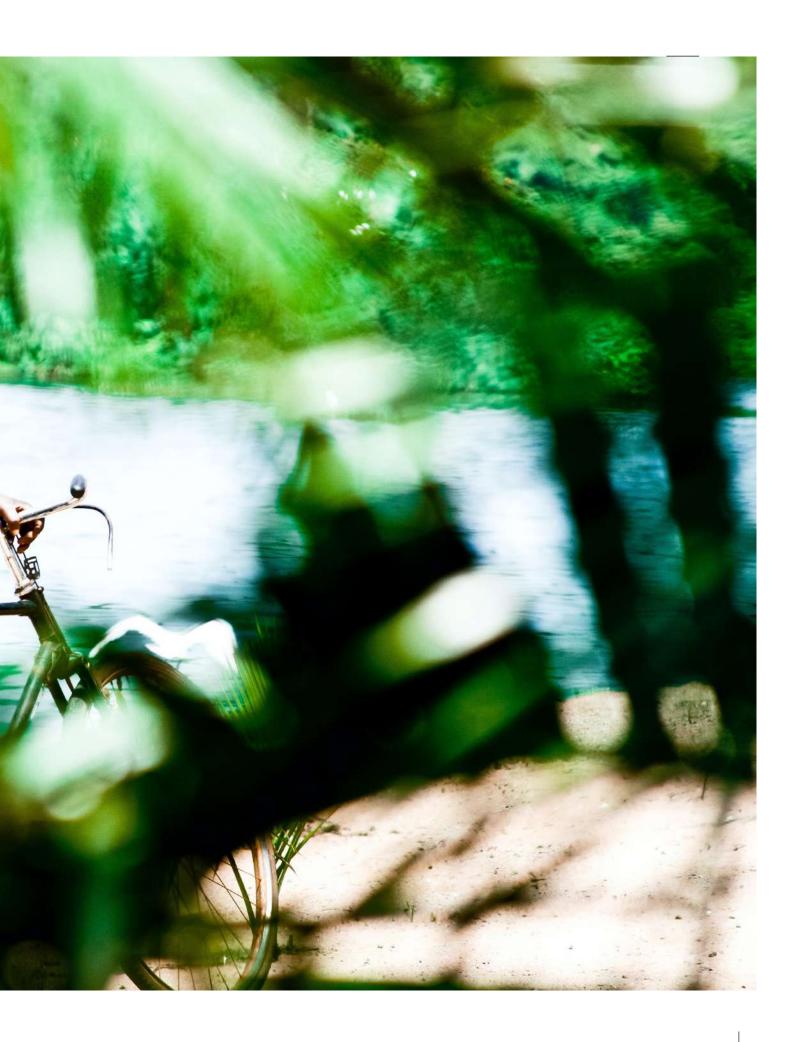
Retrouvez le rapport d'activités ainsi que la synthèse des activités 2022 sur centraider.org.

# DOSSIER

# ES TRANSITIONS



Photo : Unsplash.com



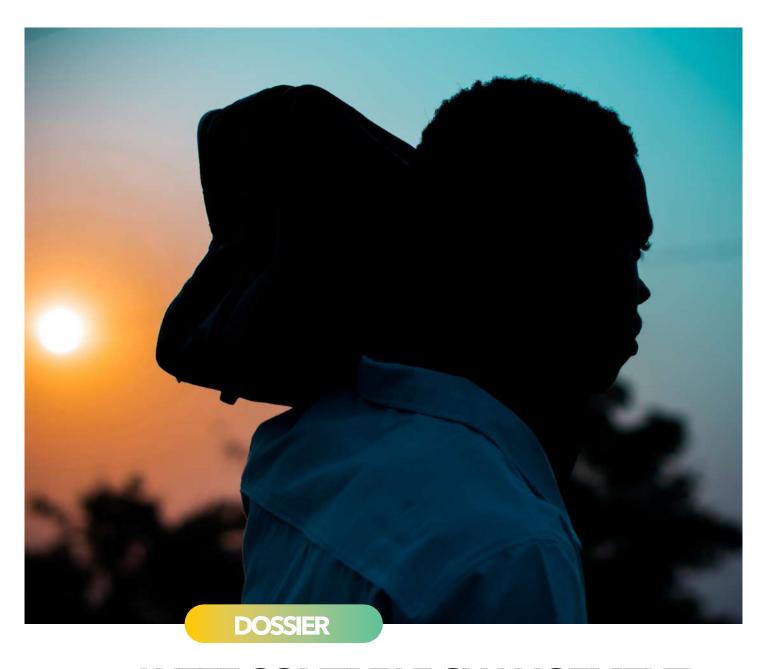


Photo : Unsplash.com

# LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DÉVELOPPEMENT QUELQUES ENSEIGNEMENTS DU RAPPORT DU GROUPE III DU GIEC

# Franck Lecocq

> Directeur du CIRED et co-auteur du dernier rapport du GIEC Le groupement intergouvernemental d'étude du climat (GIEC) est une organisation internationale chargée de dresser l'état de la connaissance scientifique sur le changement climatique. Le GIEC publie en particulier tous les 6 à 7 ans un rapport d'évaluation en trois volumes (sciences du climat, impact et adaptation, atténuation). Pour ce faire, il mobilise des scientifiques du monde entier. Tous les rapports du GIEC sont disponibles en ligne www.ipcc.ch.

Le rapport du groupe III du GIEC<sup>1</sup> montre que malgré des politiques climatiques de plus en plus nombreuses, les émissions de gaz à effet de serre (GES) n'ont jamais été aussi élevées qu'aujourd'hui. Sans réduction des émissions immédiate, massive et rapide dans tous les secteurs - de près de moitié d'ici 2030 - limiter le réchauffement à 1,5°C est hors de portée. Même limiter le réchauffement à 2°C requiert de diminuer les émissions mondiales de 20% d'ici 2030 - sauf à envisager des efforts vertigineux ensuite et d'atteindre zéro émissions nettes – c'està-dire des émissions résiduelles suffisamment faibles pour qu'elles puissent être intégralement compensées par la capture du carbone<sup>2</sup> - d'ici à 2070.

Pour ce faire, il existe des options de réduction des émissions dans tous les secteurs dont le potentiel combiné permettrait de réduire les émissions de GES de moitié à l'horizon 2030 pour un coût inférieur à 100 USD/tCO2. Ces options vont de l'introduction de technologies plus propres à des changements dans nos modes d'organisation et dans nos modes de vie. Ce potentiel est global, mais il résulte de l'examen de littératures consacrées à une très grande variété de contextes géographiques. Par exemple, le rapport recense des options de réduction des émissions dans les villes établies de longue date, dans les villes en croissance rapide, dans les villes nouvelles, comme dans des bidonvilles. Chaque secteur et chaque région du monde peut contribuer.

Le partage de cet effort entre pays et régions relève in fine de choix politiques. Le rapport note néanmoins que les émissions par tête restent très différentes d'une région et d'un pays à l'autre. Elles sont ainsi deux fois moins élevées en Afrique et en Asie du Sud qu'en Europe, même si elles sont en croissance rapide. Et à l'intérieur de chaque pays, l'empreinte carbone des différentes couches de la population est très différente, les plus riches contribuant de manière disproportionnée aux émissions. A l'inverse, une part importante de la population mondiale ne dispose 99

## Le partage de cet effort entre pays et régions relève in fine de choix politiques.

pas d'une vie décente, et la littérature scientifique montre que fournir un accès à des services énergétiques modernes de manière universelle n'augmenterait les émissions mondiales de GES que de quelques pourcents au plus. Dit autrement, les objectifs de réduction de la pauvreté et de réduction des émissions de gaz à effet de serre ne sont pas incompatibles.

Mettre en œuvre à grande échelle les actions de réduction des émissions mentionnées au-dessus requiert de lever de nombreuses barrières, à commencer par celle du financement. Dans de nombreux pays en développement, en particulier, très peu de capital privé et public est disponible pour financer la transition, un enjeu exacerbé par l'impact du COVID sur la dette publique des Etats et par les impacts du changement climatique. Différentes approches pour mieux orienter l'épargne disponible vers les projets « bas carbone » sont explorées dans la littérature, et résumées dans le rapport, par exemple en attachant une valeur aux réductions d'émissions de GES.

Les barrières institutionnelles à la réduction des émissions font aussi l'objet d'une analyse très détaillée. Même si elles sont spécifiques à chaque pays, on retrouve des schémas communs, comme la mauvaise articulation entre les différentes échelles de décision (nationales, régionales et locales), ou le fonctionnement en silos des différentes administrations, qui rend souvent des actions d'ensemble difficiles.

De manière plus large, la littérature insiste sur le fait qu'une meilleure coopération internationale est nécessaire pour faciliter la transition bas carbone à l'échelle mondiale. Aux transferts financiers évoqués plus haut, il faut ajouter des enjeux de partage de technologies (nord sud comme sud sud) comme des enjeux de coordination internationale des politiques de réduction des émissions, afin d'en renforcer l'efficacité et d'en limiter les effets négatifs (par exemple de délocalisation des activités les plus polluantes).

On notera que les barrières que l'on vient d'évoquer concernent de très nombreuses, sinon toutes les dimensions du développement. Si le changement climatique peut être une motivation

<sup>1</sup> Le rapport du groupe III du GIEC est organisé en 17 chapitres, consacrés respectivement aux trajectoires d'émissions, aux options de réduction des émissions par grands secteurs : énergie, agriculture, villes, bâtiments, transport, industrie, puis aux conditions de mises en œuvre de ces options : politiques et institutions, coopération internationale, financement, innovation. Un dernier chapitre replace ces options dans le contexte du développement durable. Le rapport est en outre précédé d'un résumé pour décideurs très court, et d'un résumé technique plus conséquent.

<sup>2</sup> Du dioxyde de carbone peut être extrait naturellement de l'atmosphère par les plantes via la photosynthèse, puis stocké dans la biomasse et dans les sols.

99

La transition vers un monde zéro carbone implique des transformations rapides et profondes des modes de production et de consommation. Elle ne peut donc pas ne pas avoir des implications pour les trajectoires de développement de toutes les sociétés. implications que le rapport analyse en détail.



supplémentaire pour les lever, les bénéfices devraient s'étendre au-delà de la seule question climatique.

La transition vers un monde zéro carbone implique des transformations rapides et profondes des modes de production et de consommation. Elle ne peut donc pas ne pas avoir des implications pour les trajectoires de développement de toutes les sociétés, implications que le rapport analyse en détail.

D'un point de vue économique, tout d'abord, la littérature suggère que l'impact d'une réduction des émissions de GES reste en général limité, et qu'il dépend de la forme des politiques publiques qui sont mises en œuvre. Cet impact varie néanmoins beaucoup entre les pays, ceux dont les économies sont les plus dépendantes des secteurs intensifs en énergies fossiles étant potentiellement les plus fortement impactés.

De même, les conséquences nettes en emploi sont en général limitées, voire légèrement positives. Mais cette égalité comptable masque des situations très contrastées entre secteurs et régions dépendantes de biens et services intensifs en énergie et en carbone, qui perdent, et secteurs et régions basées sur des biens et services peu intensifs en carbone, qui gagnent. Gérer ces transitions est un enjeu majeur, en termes de formation comme d'aménagement du territoire.

Mais réduire les émissions de GES a aussi des bénéfices et peut aider à avancer vers la réalisation d'autres objectifs que se donnent les sociétés. Par exemple, réduire la part des véhicules thermiques en ville améliore la qualité de l'air et la santé, en plus de limiter les émissions, tout comme le fait de réduire les gaspillages alimentaires ou celui de passer vers des modes de transport plus doux.

Dans l'autre sens, avancer vers la réalisation d'autres objectifs de développement durable peut avoir des implications positives en termes de réduction des émissions. Par exemple,



des politiques du logement visant à permettre aux ménages de se loger de manière abordable et décente à proximité de leur lieu de travail limitent la demande en transport et, partant, les émissions de GES. Lever les obstacles à la réduction des émissions notamment en termes de financement, faciliterait aussi, on l'a vu plus haut, d'autres types de projets de développement.

Enfin, il ne faut pas oublier que réduire les émissions est destiné d'abord à limiter les risques associés au changement climatique. Comme l'ont rappelé les travaux du groupe II du GIEC, ces risques considérables, particulièrement aigus dans les pays du sud, augmentent avec chaque fraction de degré de réchauffement.

Pour conclure, il est important de rappeler que les rapports du GIEC sont des rapports globaux, qui ne peuvent aborder toute la diversité des situations nationales et locales. Une mise en contexte est donc nécessaire, mais les rapports fournissent un cadre d'ensemble précieux dans lequel il est important de piocher. Ce bref panorama ne fait qu'en survoler le contenu, mais on espère qu'il incitera le lecteur à s'y plonger de manière plus appronfondie.

Photo : Unsplash.com



[...] il est important de rappeler que les rapports du GIEC sont des rapports globaux, qui ne peuvent aborder toute la diversité des situations nationales et locales. Une mise en contexte est donc nécessaire, mais les rapports fournissent un cadre d'ensemble précieux [...]



# TRANSITIONS ÉCOLOGIQUE ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE: QUELLE PLACE POUR LES JEUNES?

Photo: Helmer Mehinto

# **Véronique Bordes**

 Professeure des Universités en sciences de l'éducation et de la formation, Université Toulouse Jean Jaurès, UMR EFTS

Les questions de solidarité internationale et de développement durable, que l'on associe, ou pas, selon le contexte et les institutions qui décident de les prendre en charge, sont au cœur des réflexions actuelles. Elles sont aussi fortement investies par certains jeunes qui sont conscients que les conditions de leur avenir sont intimement liées aux pratiques actuelles.

Dans un entretien, Dominique Bourg¹ (2012) nous explique que la notion de développement durable occulte les réflexions critiques sur l'idée de croissance. En ce sens, il montre l'intérêt de la durabilité, posant la nécessité de penser la transition écologique.

Cette question est en lien étroit avec le principe 7 de Rio sur « la responsabilité commune mais différenciée » qui ouvre la dimension de solidarité internationale.

#### Qu'en est-il alors des jeunesses?

Dans le cadre du projet de recherche européen Mindchangers, RESACOOP le Réseau Auvergne-Rhône-Alpes d'appui à la coopération internationale et les chercheurs de l'université Toulouse Jean Jaurès, UMR EFTS, ont réalisé une étude régionale pour la France. Ce travail, au-delà des résultats, soulève la question de l'accompagnement de l'engagement et de la participation des jeunes sur ces questions de transition, sans pour autant être dans des injonctions et de l'instrumentalisation. En effet, réfléchir l'accompagnement éducatif est la possibilité de penser la légitimité des jeunes à concevoir un projet de société en lien avec les questions de transition, en interrogeant leur rapport au pouvoir et leur place dans l'action publique. La participation comme action collective permet des initiatives

**<sup>1</sup>** Bourg, D. (2012). Transition écologique, plutôt que développement durable : Entretien avec. Vraiment durable, 1, 77-96. https://doi.org/10.3917/vdur.001.0077

militantes et un mouvement spontané, les acteurs s'organisant pour atteindre leurs objectifs. Nous ne sommes pas dans une réorganisation des pouvoirs au sein de l'action publique. Le but affiché est de changer l'ordre social, de créer de nouveaux contre-pouvoirs. Les élus et les professionnels sont à la fois les initiateurs et les organisateurs du processus qui visera à faire participer les jeunes, sans toutefois les enfermer dans ces seules questions de transitions écologiques en lien avec la solidarité internationale. Participer doit permettre d'agir, de donner son avis. S'engager doit permettre de s'inscrire dans un processus plus long, même s'il est fait de trajectoires qui peuvent produire bifurcations, l'engagement étant nourri d'expérimentations, de réflexions, de participations, portés par des valeurs qui vont se développer et s'affiner au fil du temps. Les jeunes ne doivent pas porter seuls les erreurs des générations précédentes, mais bien être accompagnés à développer ces transitions qu'il devient urgent de penser.

#### Témoignages de Sana et Valentin<sup>2</sup>

# Qu'est-ce que l'engagement pour toi?

**Sana JEDDOU**: L'engagement est à mon avis une responsabilité. C'est l'une des choses qui nous fait avancer dans la vie: peu importe qu'il soit personnel ou professionnel. Notre engagement est tout d'abord envers nous-même, puis dirigé vers autrui: il nous motive chaque fois à faire le meilleur pour évoluer.

Valentin MERONVILLE: L'engagement représente pour moi en premier lieu un état d'esprit, de conscience des problématiques sociales, environnementales, humaines, au sein des sociétés. Dans une perspective pratique, c'est participer à l'épanouissement des individus en société, à la protection de son environnement naturel et social.

# D'après toi, quel est le rôle de la jeunesse dans les changements mondiaux?

**SJ:** La jeunesse est l'avenir! Elle a un rôle très important dans les changements mondiaux, et cela se manifeste dans la digitalisation comme dans la création d'entreprises. Nous devons croire en la capacité des jeunes à pouvoir changer les comportements et à donner un nouvel élan au monde.

VM: Il est essentiel que la jeunesse puisse jouer un rôle politique, en réponse aux nombreux changements et crises, et face à l'insuffisance des actions menées par les gouvernements. Avec le programme Génération Climat de la fondation pour la Nature et l'Homme (FNH), le CIDEV a par exemple multiplié les actions de plaidoyer au Bénin, afin d'interpeller les décideurs et de permettre aux jeunes de participer aux prises de décisions sur le territoire, pour lutter contre le changement climatique.

A la lumière de ton expérience personnelle, penses-tu jouer un rôle dans les transitions (alimentaire, écologie, numérique, énergétique ...)? Peux-tu détailler un peu, avec un exemple de projet dans lequel tu es / as été impliqué.e?

SJ: A travers mon expérience dans l'audiovisuel et par mon implication dans le projet visant à relancer l'intérêt pour l'environnement et l'agroécologie dans la cité de la Gavotte Peyret (Septèmes-les-Vallons), je peux dire que je joue un rôle important dans le développement et le changement. Nous travaillons à faire revivre la relation entre l'homme et la nature en représentant les arbres par des panneaux d'identification ainsi qu'en créant un livret éducatif et représentatif pour les écoles.

VM: Le modèle du CIDEV est centré sur une ambition sociale et des valeurs humanistes, avec la conviction que le changement de pratique passe par un renouvellement des modèles de coopération et du système d'aide, dictés par des politiques internationales inadaptées,



## La jeumesse [...] a un rôle très important dans les changements mondiaux.

à tendance ethnocentriste. En réponse, l'approche interculturelle du CIDEV permet de croiser différentes conceptions des transitions, et vient bonifier nos projets initiés, à l'instar de notre Programme de Renforcement de capacités des Associations pour un Développement local [PARADEL], en Afrique de l'ouest, dédié à la valorisation et structuration des initiatives locales.

# Est-ce que ton expérience de volontariat a un impact / a eu un impact sur ton engagement?

**SJ**: En tant que jeune volontaire en service civique qui a quitté son pays pour vivre une expérience riche et différente, mes engagements sont à la fois professionnels et personnels. Cette expérience est autant une grande responsabilité qu'une phase de changement dans mon parcours.

VM: Mon expérience de volontariat, en tant que chargé de programme dans une association au Bénin (CREDI-ONG), m'a permis de me familiariser avec les différents enjeux du développement durable et de la coopération. La découverte de l'engagement associatif et de la gestion de projet m'a inspiré dans la création du CIDEV, puis dans la mise en œuvre de notre premier programme officiel en 2020, année depuis laquelle nous sommes lauréats du Programme Génération Climat de la FNH.

<sup>2</sup> Sana JEDDOU, 25 ans est Volontaire en service civique de réciprocité au centre social la Gavotte Peyret à Septèmes-les-Vallons. Elle est en licence professionnelle écriture et analyse cinématographique et audiovisuel d'Agadir (Maroc)

Valentin MERONVILLE, 29 ans, est Président et fondateur du CIDEV de Marseille (France)



# DE L'ASSAINISSEMENT INFORMEL À L'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF FORMALISE

Photo : Toubou, Sénégal / Jean-Marie Tétard

#### Jean-Marie Tétart

> Yvelines Coopération internationale et développement

Maire de Houdan (Yvelines) et Président de la Communauté de communes du Pays Houdanais. Il préside actuellement le réseau « Yvelines Coopération internationale et développement » (YCID).

Au Forum Mondial de l'Eau, puis à Africités, YCID a porté un plaidoyer pour la reconnaissance de l'assainissement non-collectif comme solution durable pour les collectivités locales africaines et sa prise en compte par la coopération décentralisée.

#### Pourquoi est-ce important pour vous d'être présent au Forum mondial de l'eau?

C'est important à la fois en tant que Président d'YCID et en tant qu'élu local impliqué dans la coopération décentralisée.

La question de l'eau occupe une part prépondérante dans les projets soutenus par les acteurs yvelinois, que ce soit au niveau des usages agricoles, de la lutte contre les inondations ou à celui de l'accès à l'eau potable. Mais la priorité donnée à l'eau potable n'est pas pertinente si elle n'analyse pas aussi les questions d'assainissement. Avec le changement climatique, dans certaines régions, le stress hydrique amènera à la diminution des réserves d'eau. Il est impérieux de les protéger, en limitant toute forme de contamination afin de garder une potabilisation économiquement envisageable. L'assainissement est aussi une priorité pour la santé et la dignité humaine. Et il convient que les projets de coopération décentralisée et de solidarité internationale la prennent de plus en plus souvent en compte

Ce constat a amené YCID à s'allier à des partenaires africains pour réaliser des études de cas sur la situation de l'assainissement dans différents pays africains. Une évidence est à retenir : en Afrique, une part importante de la population n'a toujours pas accès à des toilettes à domicile ou dans les lieux publics, et seule une très faible proportion de la population a accès à un assai-

nissement collectif dont l'efficacité n'est par ailleurs pas satisfaisante. Le développement de l'assainissement collectif avec des tuyaux et des stations d'épuration reste donc lointain. Est-il souhaitable ou envisageable? Je n'en suis pas certain. Aujourd'hui, c'est bien l'assainissement non-collectif informel qui est la réalité sur le terrain et c'est cet assainissement-là qui doit être reconnu, pris en compte et organisé de manière formelle.

C'est cette position que nous avons porté au sein du Forum Mondial de l'Eau et elle y a trouvé un écho réel.

# Pourriez-vous définir ce qu'est l'assainissement non-collectif?

Tout le monde connaît le tout-àl'égout : toutes les eaux de la maison sont raccordées à une canalisation collective qui les transporte jusqu'à une station d'épuration. Ces dispositifs complexes et couteux sont pris en charge par les collectivités locales.

Dans le cas de l'assainissement non-collectif (ou autonome), on remplace le tuvau par un camion. L'amont reste le même : c'est à dire qu'il faut des toilettes à la maison et dans les lieux publics. Mais les excrétas, les eaux usées, ne se retrouvent pas dans un réseau de canalisations. Au contraire, on les recueille et on les traite dans des systèmes autonomes dont il faut régulièrement évacuer les boues. On remplace donc les canalisations collectives par des flottes de camions qui les transportent vers des stations de traitement et de valorisation.

#### Quelles conditions sont nécessaires pour assurer cette transition vers un assainissement non-collectif formalisé?

Dans nos actions de coopération, l'urgence c'est de formaliser ce mode d'assainissement et de l'organiser sous la forme d'un service public local d'assainissement non-collectif. De la même manière qu'on ne construit plus de puits sans s'occuper de l'organisation de la distribution et de la gouvernance

villageoise ou municipale, il ne faut pas se contenter de construire quelques latrines par-ci par-là. La réalisation de ces équipements doit immédiatement être accompagnée d'une réflexion sur la gestion locale de l'ensemble de la filière.

Le défi, c'est d'abord de mettre des toilettes là où il n'y en a pas (classiques avec de l'eau, ou bien latrines sèches). Ensuite, il faut organiser une filière de flottes de camions-vidangeurs modernes avec des tarifs fixés, régulés et acceptables par les populations. Enfin, il faut créer un maillage d'équipements de traitement et de valorisation de ces matières en limitant les distances de transport. C'est faisable à moyen terme et c'est à la portée des collectivités locales africaines!

#### Pourquoi les collectivités locales sont-elles mieux à même de défendre ce nouveau paradigme?

Parce qu'elles sont proches du terrain, et qu'elles peuvent, plus facilement que les Etats, faire un inventaire de la situation locale presque maison par maison, concession par concession, engager des actions de sensibilisation de la population et de contrôle des installations. Elles peuvent ensuite, souvent dans un cadre intercommunal, et en partenariat avec le secteur privé et les différents acteurs de coopération internationale, mettre en place des moyens de collecte, de traitement et surtout de valorisation des boues de vidange. Il n'y a pas besoin de réunir des sommités intellectuelles et scientifiques pour conduire cette évolution. Il faut faire confiance aux collectivités territoriales qui auront du bon sens pour mettre en place ces services.

# Quelle place pour la coopération décentralisée dans ce débat ?

Le défi c'est d'accompagner les collectivités territoriales africaines dans la mise en place de SPANC. Ce défi doit être pris en compte par les organisations de coopération décentralisée au travers de l'ensemble des intercommunalités qui portent obligatoirement l'assainissement non collectif et peuvent mobiliser le 99

### Il faut surtout considérer qu'investir dans ce secteur est rentable.

1% Oudin Santini. Mais cette préoccupation doit aussi être portée par les associations de la diaspora qui interviennent souvent en faveur de la construction de latrines. Il faut surtout considérer qu'investir dans ce secteur est rentable. Les produits issus de l'assainissement peuvent avoir une haute valeur ajoutée en matière agronomique et énergétique.

Pour porter ce plaidoyer, YCID bénéficie du soutien et du partenariat de Cités et Gouvernements Locaux Unies Afrique (CGLU-A), de l'Association Africaine de l'Eau (AAE), du Partenariat Français pour l'Eau (PFE) et du Programme Solidarité-Eau (pS-Eau). Dans le cadre du Sommet Africités, il a été proposé, au sein de CGLU-A, la mise en place d'un réseau des maires pour l'assainissement non collectif. Nous espérons que la DAECT (Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales, au sein du MEAE), les agences de l'eau, l'AFD (Agence française de développement) et CUF (Cités Unies France) puissent œuvrer au déploiement de la coopération décentralisée dans le domaine de l'assainissement.

#### Forums mondiaux de l'eau

Les Forums mondiaux de l'eau ont lieu tous les 3 ans. Ils réunissent l'ensemble des acteurs publics et privés de l'eau et de l'assainissement à l'échelle internationale. Ils sont coorganisés par le Conseil mondial de l'eau et par le pays d'accueil. En 2022, le Forum avait lieu au Sénégal, et portait sur la sécurité de l'eau et l'assainissement. Il était surnommé le forum des solutions.



# **POTHIER**

# UNETERRE EN COMMUN À PARTAGER ET À PROTÉGER!

Photo : Gérard Louis Député de Meurthe-et-Moselle depuis 2012 (ndlr : au moment de l'écriture de cet article), Dominique Potier est membre de la commission des Affaires économiques et président du groupe d'études «Objectifs de développement durable». Il a un parcours de 25 ans dans le monde du travail et de l'entreprise. À partir de la ferme familiale, il a notamment créé avec des associés, une coopérative agricole convertie en bio. En 2001, il devient maire de son village, Lay-Saint-Rémy et s'investit dans la création des premiers outils de développement du Pays Terre de Lorraine. En 2008, il devient président de la Communauté de Communes du Toulois.

Élu député en 2012, il a fait le choix de démissionner de ses autres mandats. Avec la société civile, il est en première ligne dans les combats pour la justice au quotidien et pour une mondialisation plus humaine. Il a notamment été rapporteur de la loi sur le devoir de vigilance des multinationales. Auteur du rapport « Ecophyto 2 » en 2015, il est particulièrement investi sur les questions d'agroécologie et de foncier agricole (partage et protection des terres agricoles).

Dominique Potier est par ailleurs fondateur du laboratoire d'idées humaniste «Esprit Civique» parrainé par Jacques Delors.

Alors qu'un tiers des agriculteurs en France prendra sa retraite dans la décennie à venir, le renouvellement des générations est vital pour assurer la sécurité et la qualité de notre alimentation, produire de la valeur ajoutée économique et environnementale dans l'agriculture et aménager l'ensemble du territoire.

Cette priorité nationale repose sur un outil majeur : la régulation du marché foncier. Les règles qui le régissent doivent rendre possible la liberté d'entreprendre pour tous et garantir l'usage du foncier comme celui d'un bien commun dans la durée. Une politique des structures responsable doit privilégier le facteur humain par rapport au jeu des capitaux, favoriser la diversité au détriment des monopoles. C'est le sens du « pacte foncier » qui, depuis les années 1960, établit un équilibre entre la propriété et le travail, et unit la France à son terroir.

Fondée sur la dérive individualiste de la course

à l'agrandissement, un relâchement du contrôle administratif, des failles législatives et l'arrivée de fonds spéculatifs à partir de 2008, une libéralisation est à l'œuvre dans notre pays depuis plus d'une décennie. L'enrichissement de quelquesuns se traduit par une fragilisation économique collective et les spécialisations excessives qui en découlent ont des effets négatifs sur le plan agronomique.

Notre conviction profonde est qu'il n'y aura pas d'agroécologie sans relève et qu'une relève est impossible sans une politique foncière juste. L'interaction entre la structure de la propriété foncière et les concentrations d'usage montre le lien entre l'accaparement et l'appauvrissement de nos sols et de notre société. Le caractère tragique des enjeux climatiques et de biodiversité enjoint la puissance publique de prendre des mesures radicales pour combattre l'accaparement. Notre pays a besoin d'outils nouveaux et surtout d'une boussole.

Contrairement à d'autres politiques publiques agricoles, le foncier est une politique « mère » pour l'économie des ressources. Renoncer aux régulations ou les réinventer, nous avons un devoir de vérité : ici comme pour les paysanneries du Sud, notre société doit choisir entre la marchandisation des terres et une renaissance rurale.

Edgard Pisani, grand architecte des politiques foncières modernes faisait déjà figure d'éclaireur en 1979, déclarant : « Le maintien des biens de la nature parmi les biens marchands nous conduira à l'accélération des phénomènes menaçants dont nous sommes déjà les témoins. »

"

Cette priorité nationale repose sur un outil majeur : la régulation du marché foncier. Le combat législatif que nous avons entamé dès 2013 avec une poignée de parlementaires s'apparente à un parcours du combattant! Deux propositions de lois, des dizaines d'amendements sur divers véhicules législatifs et deux censures du Conseil Constitutionnel... Ce parcours patient en dialogue avec l'ensemble de la société civile n'a permis in fine que des avancées partielles, laissant des brèches béantes. C'est le cas notamment du détournement du travail à facon et de celui du droit des sociétés qui demeurent des angles morts des régulations attendues.

En 2017, à l'aube d'un nouveau mandat législatif, une vision élargie et renouvelée de ce combat s'est imposée. Par une mission d'information parlementaire, nous avons alors dressé un état des lieux et jeté les bases d'une grande loi foncière pour le XXIe siècle. Face au silence du Gouvernement interpellé à de nombreuses reprises nous avons engagé ce qu'il convient d'appeler une bataille culturelle en sensibilisant l'opinion publique et en constituant une large coalition tant sur le plan politique qu'au sein de la société civile.

C'est le sens du livre co-écrit avec Benoit Grimonprez et Pierre Blanc « La terre en commun, Plaidoyer pour une justice foncière » afin de mettre en perspective ce combat dans l'histoire du droit rural et les géographies paysannes du monde.

C'est le sens enfin du colloque organisé 2019 à l'Assemblée Nationale qui a réuni 300 participants avec des intervenants tels que Valérie Masson-Delmotte, membre du GIEC et Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'ONU, et à l'issu duquel 18 organisation syndicales, environnementales et territoriales ont pris un engagement commun. Cet engagement a pris la forme d'une charte présentée collégialement au Salon International de l'Agriculture en février 2020.

À l'été 2020, au vu du calendrier parlementaire, nous avons dû faire le constat d'un mandat perdu pour l'adoption d'une grande loi foncière.

Par réalisme avait alors été partagée l'idée d'un cycle législatif en deux temps. L'« Acte I » aurait pour principal objectif de poser un « garrot » aux principales dérives aux conséquences irréversibles, «l'Acte II » étant une loi systémique à inscrire à l'occasion du débat présidentiel dans l'agenda de la prochaine mandature. L'« Acte I » s'est finalement concrétisé par une loi sur l'encadrement du phénomène sociétaire avec des outils, qui, à mon sens, risquent de créer des effets inverses à ceux poursuivis en s'écartant du droit commun et en créant de toute pièce de nouveaux mécanismes permettant de contourner les contrôles.

Au final et jusqu'au bout, nous portons l'ambition d'une grande loi foncière pour lutter efficacement contre l'accaparement des terres, qui soit à la hauteur de l'enjeu du renouvellement des générations, et intègre une dimension internationale visant, au vu des enjeux climatiques, à protéger les paysanneries du Sud contre la prédation des puissants sur les terres arables.



[...] nous portons l'ambition d'une grande loi foncière pour lutter efficacement contre l'accaparement des terres, qui soit à la hauteur de l'enieu du renouvellement des générations, et intègre une dimension <u>internationale</u> visant, au vu des enjeux climatiques, à protéger les paysanneries du Sud contre la prédation des puissants sur les terres arables.

Composante essentielle du 13e Objectifs de Développement Durable et cible principale des Accords de Paris signés en 2015 par 195 pays, la neutralité carbone doit être atteinte d'ici 2050 pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C au-dessus du niveau pré-industriel ; seuil critique fixé par les experts du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat).

La neutralité carbone constitue un enjeu à la fois territorialisé et globalisé pour lequel il faut répondre par une véritable coopération internationale. Afin d'opérer cette transition énergétique, plusieurs leviers doivent être activés : renforcer l'utilisation d'énergies renouvelables, réduire drastiquement les émissions mondiales de CO2 et investir dans le développement de puits de carbone pour capter les émissions qui restent incompressibles.

Autre 16% Industrie et construction 19% **Transports** 24%

> Répartition des émissions de CO2 dans le monde par secteurs

**AGIR** 

Compenser les émissions

Développer les puits de carbone

Réduire les émissions

Aider les autres organisations à se décarbonner

Investir dans la transition écologique en soutenant des projets bas-carbone sur son territoire mais également par des appuis financiers, techniques et opérationnels à l'international

Réduire ses émissions directes et indirectes

**COOPÉRATION INTERNATIONALE** 

L'adaptabilité doit être prise en compte dans ce système global : tous les territoires ne sont pas confrontés aux mêmes problématiques (situation géographique, modèle social et de gouvernance, niveau de richesse, etc.)

# **COMPRENDRE**

**Neutralité carbone** : État d'équilibre entre les émissions nettes de CO<sub>2</sub> et leur élimination de l'atmosphère, lorsque les deux actions sont d'origine anthropique.

**Processus de compensation** : ensemble d'actions visant à neutraliser les émissions de CO<sub>2</sub> par leur séquestration grâce à des puits de carbone

**Processus de réduction** : ensemble d'actions visant à éviter au maximum de nouvelles émissions de CO<sub>2</sub>

**Puit de carbone**: système qui joue un rôle essentiel de régulation en absorbant plus de CO<sub>2</sub> qu'il n'en émet. Ces réservoirs, naturels ou artificiels, ne sont pas invicibles et présentent des dangers pour les hommes et la biodiversité (incendies, explosions, perturbation des terres et océans, etc.)

Flore (forêts, tourbières, prairies)

Océans

Sols

Des exemples de puits de carbone

# **MESURER**

ACAPBONE ACAPBONE OLOGIOUR

Etape incontournable dans une démarche de décarbonation, la mesure régulière de l'ensemble des émissions d'une organisation est même une obligation légale pour les entreprises de plus de 500 salariés.

Comment faire ? S'appuyer sur des méthodologies et des outils reconnus : ISO 14064/14069, Bilan Carbone®, Bilan GES règlementaire, GHG Protocol, etc.

A quoi sert l'audit des activités?

- A identifier les efforts à fournir
- A se fixer des objectifs de réduction d'émissions de CO2
- A déterminer ou ajuster sa politique de développement durable



Photo : Campus AFD

# AFD: FAIRE ÉVOLUER L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

#### **Sarah Marniesse**

> Responsable du campus de l'Agence Française du Développement (AFD)



[...] il est crucial aujourd'hui d'être dans une posture d'écoute, de collaboration et d'entraide, pour produire ensemble des pensées, des récits et des solutions. Pour contribuer à la nécessaire transition écologique et sociale, l'AFD envisage-t-elle une évolution de l'aide publique au développement et de sa propre organisation?

Le contexte nous oblige à repenser nos modes d'actions parce qu'au Nord comme au Sud, on doit inventer un développement durable et que personne n'a la solution. Ce qui est recherché, ce n'est pas le développement synonyme de croissance, même maîtrisée, mais de nouveaux modèles de développement en commun. De vraies postures de coopération et de nouvelles manières de faire doivent permettre de penser et de produire des solutions ensemble. Il est important pour cela de pouvoir mobiliser tous les savoirs, d'où qu'ils viennent, y compris ancestraux. Et en outre, on a besoin de récits pour se projeter, y compris ceux issus de cosmologies éloignées des nôtres.

C'est d'autant plus urgent que la France a été interpellée au nouveau sommet Afrique France en octobre 2021: les termes de « développement » et « d'aide » ne sont plus acceptés aujourd'hui au Sud et il est urgent de sortir de cette posture et de ces relations asymétriques. Même s'il y a toujours un besoin de solidarité internationale, il est crucial aujourd'hui d'être dans une posture d'écoute, de collaboration et d'entraide, pour produire ensemble des pensées, des récits et des solutions.



# Comment le Campus AFD y contribue-t-il?

Le Campus AFD cherche à réinventer la formation pour qu'elle devienne un moyen de s'encapaciter, d'acquérir des compétences indispensables au changement, et pas un formatage : « On ne forme pas mais on déforme ». Le postulat est qu'on doit travailler sur la façon de sortir tous ensemble de nos schémas mentaux qui sont limitants, grâce au dialogue et à l'échange pour essayer d'imaginer un monde différent.

Le Campus a donc adopté deux démarches principales :

- La recherche de nouvelles pédagogies fondées sur l'écoute, les émotions, l'action et sur la co-création. Grâce à ces méthodes, on apprend ensemble, on apprend sur soi, sur les autres, pour devenir ensemble des acteurs des transitions. L'objectif est de nous mettre sur des chemins de créativité. Ainsi on peut construire des récits collectifs qui donnent envie d'ouvrir le présent et d'aller vers des futurs différents.
- La deuxième démarche du Campus est d'accompagner des rencontres permettant de partager de la pensée, des bonnes pratiques, des besoins : un colloque rassemblant des tiers lieux du Nord et du Sud a par exemple été organisé récemment. Le Campus anime ces temps d'intelligence collective et de dialogue entre le Nord et le Sud sur des thématiques impor-

tantes pour réinventer ensemble nos manières d'être au monde.

# Pouvez-vous nous parler des parcours développés par le Campus AFD ?

Trois grands types de parcours ont été développés :

- 1. Des parcours pour appréhender la complexité du monde et être inspiré pour naviguer dans cette complexité : c'est par exemple au travers des vidéos « Des nouvelles de demain ». Des personnalités inspirantes du Nord et du Sud nous font toucher du doigt la complexité et par leurs récits, nous font aller dans des directions inédites et importantes pour construire demain.
- 2. Des parcours autour des nouvelles compétences à acquérir : pour développer la créativité, le leadership conscient, la prospective positive. Typiquement le parcours Sahelien.ne.s.2040 est destiné à des personnalités du Sahel, et les accompagne pour sortir des imaginaires qui limitent, négatifs, pessimistes. Il ne faut pas nier les difficultés mais ce parcours permet d'explorer des voies pour garder la main sur son destin et retrouver l'envie de construire des futurs différents.
- 3. Enfin, des parcours thématiques : par exemple sur le développement urbain durable, le parcours aborde des compétences techniques (gestion d'une municipalité, de la planification, etc...) et aussi les nouvelles postures nécessaires pour faire la ville ensemble. On y travaille à partir de la fabrique spontanée de la ville, à l'écoute des habitants pour construire leur cadre de vie. Ces parcours travaillent sur les savoirs, les savoir-faire, et les savoirs-être pour aborder la complexité, et la nécessité de travailler en interdisciplinaire.

Le digital a été beaucoup développé mais les moments de rencontres sont également fondamentaux : ensemble, les projets sont peaufinés en commun, des communautés se créent et peuvent perdurer sur leurs territoires. Pour finir, le Campus développe de plus en plus l'implantation de parcours dans des universités et des collectifs au Sud, actuellement avec l'Université Senghor et avec l'université Mohamed VI.

# Comment ce travail de réflexion et d'influence va-t-il se poursuivre dans les mois à venir?

Le Campus se veut un laboratoire d'innovation pédagogique : en mettant en place des pilotes puis en recherchant des partenaires et des financements pour un passage à l'échelle.

De plus, ces démarches sont progressivement incluses dans des projets opérationnels, portés par l'ensemble du groupe. Par exemple, le Campus AFD accompagne des agences de l'AFD à se placer dans des dynamiques de « territoires apprenants » avec les bénéficiaires.

L'approche du Campus AFD est aujourd'hui reconnue en interne car elle répond à un vrai besoin, et elle a toute sa place dans la mission que résume ainsi le DG Rémy Rioux : être « du côté des autres », ensemble, avec de nouvelles manières d'être et de faire.

99

Le Campus se veut un laboratoire d'innovation pédagogique : en mettant en place des pilotes puis en recherchant des partenaires et des financements pour un passage à l'échelle.



Photo : CNEAP Centre-Val de Loire

# LE PROJET PATAMIL: DÉCLOISONNER RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET VIE QUOTIDIENNE POUR FAVORISER LA TRANSITION ALIMENTAIRE

Le projet PATAMIL (contraction de Projet Alimentaire Territorial du Tamil Nadu) est un projet lié à la transition alimentaire financé notamment par la Région Centre-Val de Loire pour une durée de 3 ans. Il vise à articuler recherche scientifique et application auprès du grand public à travers le transfert d'expérience entre la région Centre-Val de Loire et le Tamil-Nadu en Inde avec 4 sites en région et 4 sites en Inde.

#### Le consensus d'un constat global

Il existe aujourd'hui une alimentation qui semble aller à deux vitesses : la première respectueuse de l'environnement et des producteurs, constituée de denrées de qualité provenant de circuits locaux et courts s'adressant à un public plutôt aisé ; l'autre, constituée de produits de moindre qualité, le plus souvent transformés, produits dans des conditions désastreuses tant sur le plan environnemental qu'humain parfois.

C'est sur ce constat global que s'appuient les chercheurs des laboratoires universitaires CE-DETE, Citeres, Gécho, de l'Institut Français de Pondichéry des universités indiennes de Madras et de Pondichéry, mais aussi les structures dédiées s'impliquant dans la réalisation d'une transition alimentaire (Resolis, RTR Alimentation, IEHCA, InPACT). L'objectif de PATAMIL est de lutter contre ce système au nom de la démocratie et de l'équité alimentaire, et ce en identifiant concrètement des stratégies favorisant la justice alimentaire. Convaincus que le transfert d'expérience entre la région Centre et le Tamil Nadu est fécond, PATAMIL engage des recherches opérationnelles croisées sur 4 sites locaux et 4 indiens définissant les conditions de mise en place de systèmes alimentaires équitables. L'originalité du projet réside dans l'implication de jeunes des deux pays, dans l'implication des collectivités territoriales (Pays des Châteaux, PETR Centre-Cher et Gâtinais-Montargois, Communauté de Communes de Loches-Touraine), et dans celle des acteurs de la solidarité internationale (CEN-TRAIDER, ASIE, Dhan Foundation, INDP...). CentreSciences assurera la diffusion grand public des résultats.

#### Un processus de recherche-action

De ce constat global découle la nécessité d'une recherche-action opérationnelle visant à repérer les initiatives offrant aux populations peu aisées des produits de qualité et soucieuse d'impliquer les territoires concernés (Pays des Châteaux, PETR Centre-Cher et Gâtinais-Montargois, CC de Loches-Touraine, secteurs indiens de Pondichéry, Maduraï et Jawadhi Hills). RESOLIS qui accompagne les projets alimentaires des territoires et encourage à capitaliser les initiatives de terrain, joue un rôle clé afin notamment de repérer et de diffuser les dynamiques de transition.

# Un travail scientifique sur l'injustice et l'équité alimentaire

Le second axe réside dans les angles morts de la recherche sur l'injustice et l'équité alimentaire, les travaux scientifiques sur la démocratie alimentaire, peu nombreux, attendant des retombées opérationnelles. Cette tâche, plus conceptuelle, vise à partir des travaux effectués, en synergie avec les réseaux existants et à partir des résultats franco-indiens de PATAMIL, à dresser tout à la fois une mise au point épistémologique des termes utilisés, mais plus encore à identifier des pistes concrètes de remédiation.

99

Il existe anjourd'hui une alimentation qui semble aller à deux vitesses : la première respectueuse de l'environnement et des producteurs [...] ; l'autre, constituée de produits de moindre qualité, le plus souvent transformés, produits dans des conditions désastreuses tant sur le plan environnemental qu'humain parfois.

#### La nécessité de croiser les expériences

Le troisième axe s'articule autour des bienfaits de croiser regards et expériences avec des terrains plus lointains comme ceux du Tamil Nadu en Inde, l'innovation n'étant plus le seul apanage des pays du Nord, et ce tant sur le plan des politiques alimentaires que des stratégies des acteurs locaux pour construire des circuits de qualité et équitables. En outre, le Tamil Nadu étant une des 5 régions prioritaires de la politique de coopération décentralisée de la Région Centre-Val de Loire, ces échanges sont nourris par de longues et fécondes interrelations. L'objectif est aussi, via l'IECHA, le réseau RTR Alimentation, le réseau RESOLIS et les autres réseaux alimentaires régionaux, de montrer en quoi les stratégies de lutte contre l'injustice alimentaire peuvent constituer des modèles susceptibles d'intéresser les deux régions.

L'objectif est enfin d'impliquer des jeunes des deux régions (étudiants de toutes les universités, élèves du Lycée français de Pondichéry, du Lycée en Forêt de Montargis, du Lycée Franz Stock de Mignières, du Lycée agricole de Bourges, des lycées hôteliers des deux pays), souvent éloignés de ces questions, dans des échanges solidaires multiculturels portant sur le patrimoine alimentaire et gastronomique et sur l'équité alimentaire. Cela s'effectue notamment à travers un module de formation, des intervenants ou via des dispositifs de volontariat pour alimenter en témoignages ces temps de sensibilisation.



# INPACT CENTRE, UNE FÉDÉRATION AU SERVICE DE LA TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

Photo : InPACT Centre-Val de Loire

Pauline Salcedo > Réseau InPACT Centre-Val de Loire

#### Des associations pionnières sur la remise en cause du système agroindustriel

InPACT, Initiatives Pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale, réunit 10 structures, associations et coopérative, qui prônent et œuvrent pour une transition agricole et alimentaire sur la région Centre-Val de Loire.

Les premières associations nées dans les années 70, sont les pionnières d'une contestation du modèle agro-industriel en plein essor. Elle prédisent très rapidement une crise sociale du monde agricole et revendiquent un meilleur partage des richesses, notamment avec les paysans du monde entier. Ces associations ont expérimenté de nombreuses initiatives alternatives, basées sur une union vertueuse de paysans et de citoyens : l'agriculture biologique, les circuits courts alimentaires- Amap, magasins de producteurs...- les systèmes alimentaires territoriaux... De nombreux concepts et initiatives, au départ décriés comme des alternatives de niche sont aujourd'hui citées en exemple et appelés à être massifiés sur l'ensemble du territoire national.

# Un système alimentaire défaillant et menacé

Le système alimentaire agricole occidental, que l'on cherche à diffuser dans les pays du Sud comme modèle de développement, est un système aujourd'hui extrêmement défaillant qui ne permet :

- Ni de nourrir correctement la population : 1 personne sur 10 est sous alimentée, et 1/3 de la population mondiale est mal nourrie. En France, 10% de notre population s'alimentent auprès des banques alimentaires et 1/4 affirment se restreindre pour raisons économiques.
- Ni de pourvoir des conditions de travail dignes aux agriculteurs : la moitié des agriculteurs français ont un salaire inférieur à 1300€ net/mois et sur 100€ de ventes de denrées alimentaires, seuls 6,5€ reviennent aux producteurs.
- Ni de protéger notre environnement: 1/3 des Gaz à Effet de Serre mondiaux proviennent de l'activité de notre système alimentaire (de la production des engrais à la gestion des déchets), 80% de la déforestation mondiale est due à l'activité agricole, la principale pollution de l'eau en France provient de l'activité agricole...

Ce système extrêmement défaillant est de surplus confronté à de nombreuses menaces, qui aggraveront dans les années à venir sa propension à nourrir le monde : changement climatique, effondrement de la biodiversité, épuisement des ressources minières et fossiles, disparition des actifs agricoles, tensions économiques et politiques... La transition agricole et alimentaire n'est plus une alternative, c'est aujourd'hui une nécessité.

# InPACT Centre accompagne la transition des agriculteurs, des citoyens et des collectivités.

Différents scénarii de transition agri-

cole et alimentaire existent (Solagro, Ademe, IDRII). Ils montrent qu'une transition vers un modèle soutenable est possible théoriquement, en généralisant l'agro-écologie, en accompagnant une transition des régimes alimentaires et en créant des systèmes alimentaires territoriaux.

Sur le terrain, les membres d'InPACT participent à la concrétisation de ces scénarii :

- en accompagnant des groupes d'agriculteurs vers l'agro-écologie et l'autonomie décisionnelle pour des fermes durables, viables et vivables,
- en accompagnent l'installation de paysans nombreux et la transmission des fermes, par la mise à disposition de foncier, l'accompagnement individuel et collectif, et l'échange entre pairs,
- en organisant des évènements de sensibilisation aux questions agricoles et alimentaires, favorisant le rapprochement des agriculteurs avec les citoyens.

Enfin, le réseau InPACT se tourne de plus en plus vers l'orientation et l'accompagnement des collectivités territoriales (communes, comcom, agglo..) et territoires de projets (pays, PETR, PNR...). Ces échelons administratifs possèdent de nombreuses compétences leur permettant d'agir concrètement sur leur territoire pour la transition, que ce soit dans le cadre de l'élaboration de leurs documents fonciers, d'un Projet Alimentaire, de la réflexion sur l'approvisionnement local et de qualité de leur cantine ou d'un Plan Climat Air Energie, ... InPACT Centre est actif dans deux réseaux de collectivités portés par le Conseil Régional : le réseau Oxygène, laboratoire des transitions et le réseau en émergence des Projets Alimentaires de Territoire. Dans ces deux réseaux, InPACT Centre met au service des acteurs, son expérience de terrain et ses valeurs de coopération et d'éducation populaire nécessaires à une transition locale pour un changement global.



La transition agricole et alimentaire n'est plus une alternative, c'est aujourd'hui une nécessité.

# Vers un projet de sécurité sociale de l'alimentation

Mais les membres du collectif InPACT ne sont pas dupes. Le leur de la responsabilité individuelle et de la coexistence des modèles freine cette transition pourtant urgente et capitale. En parallèle de son action de développement sur le terrain, InPACT Centre participe au plaidoyer sur la mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation. En réorientant des fonds publics pour que l'ensemble de la population française puisse avoir accès à une alimentation choisie, de qualité et locale, notre réseau appuie l'avènement d'un changement radical de société. Qui sait, un jour, de nombreux pays jalouseront et copieront ce concept innovant, comme l'a été en 46 l'avènement de ce que nous appelons aujourd'hui communément la Sécu?



#### Plus d'infos sur :

Le réseau InPACT Centre :
www.inpact-centre.fr
Le réseau des PAT : pat-cvl.fr
Le réseau Oxygène :
www.lereseauoxygene.fr
Le concept de sécurité sociale de l'alimentation :
securite-sociale-alimentation.org

Photo : Unsplash.com





# TRANSITION AGRICOLE: LES ACTIONS DE L'AFDI CENTRE-VAL DE LOIRE

#### > AFDI Centre-Val de Loire

L'Afdi Centre-Val de Loire, association adhérente à Centraider, met des compétences et des moyens à disposition des organisations paysannes partenaires dans les pays en développement afin de les accompagner dans la construction de leurs argumentaires politiques. Elle les aide à préparer les dialogues avec les Etats, sociétés civiles et organisations internationales. En coopérant exclusivement avec des organisations créées et gérées par des paysans, l'Afdi Centre-Val de Loire favorise leur renforcement institutionnel et organisationnel et le développement de l'ensemble des services agricoles adaptés aux besoins de leurs membres.

Elle sensibilise également le monde agricole et rural français au rôle primordial de l'agriculture familiale dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Elle interpelle en particulier les organisations paysannes françaises sur les liens entre ces agricultures à travers le monde, et les mobilise pour qu'elles s'engagent dans des actions de solidarité internationale.

D'après vos actions pour l'atteinte des Objectifs du Développement Durable, quelle liaison faites-vous avec la transition dans l'agriculture?

Dans l'atteinte de l'ODD 2 « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable », l'AFDI travaille actuellement avec deux partenaires en Côte d'Ivoire qui sont des coopératives de l'agriculture familiale. Ils mènent ensemble des actions sur l'agriculture de conservation afin de faire face aux enjeux du changement climatique. Ce dernier a des impacts négatifs sur les récoltes



99

En région, les actions de transition sont moins développées par rapport au Sud. Néanmoins, l'AFDI se rapproche des établissements d'enseignement tels que le Lycée agricole Chesnoy (Montargis) et le Lycée Naturapolis (Čhâteauroux) pour des actions de sensibilisation sur la transition agroécologique

notamment des problèmes liés à la sécheresse et à l'insécurité alimentaire. De fait, à cause de la rareté des pluies, les cycles de production sont réduits. Dans ce cas, l'AFDI les accompagne à développer les cultures vivrières (maïs), à mener des actions de protection du sol et la protection contre les agressions externes, comme le vent qui saccage les récoltes.

Afin d'apporter des solutions adaptées, l'AFDI appuie ces coopératives pour basculer vers la transition agroécologique à travers :

- La diversification des cultures agricoles (fruiteries, bois d'œuvre, etc.)
- Un travail sur l'agroforesterie avec la culture du cacao (qui a besoin d'ombre pour pousser)
- Un travail avec les chercheurs scientifiques de l'Université Houphouët Boigny de Yamoussoukro en Côte d'Ivoire pour les impliquer davantage dans la transition agroécologique qui est l'affaire de tous.

# Quels sont les enjeux et les conséquences de la transition vers un autre modèle agricole?

La transition vers un autre modèle agricole est un processus qui passe par la mise en place d'actions comme la certification biologique. Actuellement, les acteurs sont engagés pour obtenir cette certification, condition fondamentale dans la transition agroécologique. Cependant, il y'a plusieurs enjeux à faire face tels que :

- La difficulté à trouver des débouchés
- La faiblesse des prix sur le marché
- Le problème lié à la filière : les producteurs se découragent car malgré tous leurs efforts, l'enjeu reste majeur du côté de la mentalité des consommateurs.

# Avez-vous déjà mis en place des actions de transition au sein de l'AFDI?

En région, les actions de transition sont moins développées par rapport aux pays en développement. Néanmoins, l'AFDI se rapproche des établissements d'enseignement tels que le Lycée agricole Chesnoy (Montargis) et le Lycée Naturapolis (Châteauroux) pour des actions de communication et sensibilisation sur la transition agroécologique. Il s'agit de faire comprendre aux jeunes qu'il faut une vision plus globale et que chacun est acteur de la transition.

Néanmoins, il n'est pas évident d'entamer cette transition car le monde agricole en région est fortement touché par le dérèglement climatique. Elle reste une des thématiques centrales du réseau AFDI partout en France : "Il n'y a pas de développement sans transition agroécologique".



# Plus d'infos sur :

www.afdi-opa.org/afdi-centre-val-de-loire



# LYCÉE DES CHARMILLES (36): UN ÉTABLISSEMENT LABELLISÉ POUR SON ENGAGEMENT DANS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

#### **Aurore Bizet**

> Professeur ressource EDD36 Lycée les Charmilles

Photos : Lycée des Charmilles En juin 2017, le lycée des Charmilles de Châteauroux a reçu la mention académique Orléans-Tours pour l'éducation au développement durable « lycée engagé pour le développement durable mention approfondissement ».

En juin 2020, le Lycée va plus loin et obtient la labellisation avec la mention « E3D-Niveau DEPLOIE-MENT Ambassadeur académique EDD » le deuxième lycée de l'Indre.

# En quoi consiste être «Ambassadeur de développement durable »?

Le projet « Ambassadeur du développement durable » développé et présenté par le GIP Cerdd (Centre ressource du développement durable) a pour ambition de démultiplier la capacité de sensibilisation des acteurs régionaux sur leur territoire, des élus aux acteurs économiques et associatifs jusqu'aux habitants.

Le dispositif consiste dans la création d'un réseau de personnes volontaires (agents de collectivités, salariés et bénévoles associatifs, membres de conseils de développement, cadres d'entreprise...).

Ces Ambassadeurs du développement durable seront chargés d'animer des sessions de sensibilisation dans le cadre de conférences-débat, groupes de réflexion, ateliers de travail et sont de véritables relais au sein de l'établissement pour diffuser l'information et sensibiliser



aux comportements responsables (déchets, déplacements, pollution, cadre de vie...).

Quelles actions ont été menées au sein du Lycée les Charmilles dans le cadre de sa mission « Education au Développement Durable »?

#### Le chargeur à pédales

Le lycée a reçu une dotation de la Banque Populaire Centre Val de France pour l'achat d'une borne de recharge ILO. Ce projet «les éco-citovens charmillesques responsables» a pour but pédagogique de sensibiliser et de responsabiliser les futurs éco-citoyens de demain face aux enjeux de l'énergie et des changements climatiques. Cette démarche vise donc la prise de conscience que des « changements de comportements » sont nécessaires pour préserver la planète : recharger son téléphone de façon originale et écologique en est une parmi d'autres! La borne ILO permet de recharger de 1 à 3 téléphones en simultané!

#### L'APISCOPE: une ruche en classe

Un outil pédagogique vivant au CDI du lycée des Charmilles : observons le monde des abeilles! En juin 2021, Le lycée a mis en place l'APISCOPE en fabriquant le meuble avec des palettes récupérées et en l'habillant avec de vieux jeans. Cet outil pédagogique permet aux élèves d'avoir un regard plus centré sur la Nature : apprendre au travers le monde fascinant de l'abeille (observer une colonie d'abeilles, découvrir leur mode de vie, leur coopération au sein de la ruche, leur organisation sociale, leurs modes de communication, leur anatomie...)!

L'apiscope permet un travail sur trois axes :

- Développer le goût pour l'observation et la recherche des élèves autour de travaux pluridisciplinaires et promotion entre autre des sciences.
- Réaliser une éducation au développement durable et à l'écologie en sensibilisant les élèves au déclin des abeilles.
- Développer une collaboration inter degrés si des écoliers ou des lycéens viennent voir l'installation et collaborent à des projets sur ce thème.

Le lycée a mis en place le projet « Mon ESS à l'école » en 2020 avec une collecte de denrées alimentaires, de produits d'hygiène et de vêtements organisée par des éco-ambassadeurs au profit de la banque alimentaire, la mise en place d'un tri sélectif au self et sensibilisation au gaspi alimentaire.

Mais beaucoup d'autres actions sont menées afin de contribuer à l'atteinte de chaque ODD.

99

Cet outil pédagogique permet aux élèves d'avoir un regard plus centré sur la Nature : apprendre au travers le monde fascinant de l'abeille



Photos : Régis Binard / Association SOTHI

# DES POMPES À EAU SOLAIRES POUR CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES ÉCOLES DANS LE LADAKH EN INDE

#### > Association SOTHI

L'association SOTHI créée en 2020 dans la commune de Saint-Avertin a pour mission d'aider les enfants et leurs familles dans la région de Ladakh en Inde, plus particulièrement ceux et celles qui sont fragilisées et en situation de précarité. Trois grands domaines d'activités sont développés par l'association pour atteindre ces objectifs : l'éducation, l'environnement et le commerce équitable. L'association soutient actuellement trois écoles dans la région du Ladakh en favorisant le parrainage des élèves en difficulté et en sensibilisant les élèves à la protection de l'environnement par des ateliers éducatifs animés par des bénévoles et enseignants.

Le Ladakh est une région himalayenne de haute altitude qui a deux saisons principales. L'hiver couvre la période de novembre à avril avec des températures descendant à - 30 °C et l'été de juin à septembre avec des températures qui vont jusqu'à + 35 °C le jour. Cette région subit fortement les effets du réchauffement climatique qui mettent en péril l'accès à l'eau de tous les habitants de la région. Une étude coordonnée par l'ONG française Geres montre que la température minimale moyenne en hiver a augmenté d'1 degré en 35 ans et certaines zones ont pu connaître une élévation de 4 ou 5 degrés à certains moments. Les réserves de glace diminuent à grande allure et les populations en aval des montagnes s'assoiffent.

L'association SOTHI a été sollicitée par l'équipe éducative de l'établissement scolaire de Lamdon sur les difficultés liées à l'accès à l'eau de l'internat et de l'école. L'internat dispose d'une pompe à eau électrique qui subit de fréquentes interruptions à cause des vents violents et des tempêtes de sable.



Ainsi, dans le cadre de ses activités liées à l'amélioration des conditions d'études des élèves et à la transition écologique, l'association a entrepris en 2021 le changement de cette pompe par un système à eau solaire pour l'internat et la mise en place d'un nouveau forage à pompe solaire pour les besoins de l'école. Des panneaux photovoltaïques ont été installés protégés par une clôture ainsi que de nouveaux robinets et la construction d'un local technique pour les divers équipements de contrôle et de protection des batteries.

Ce projet permet aux 160 élèves et à toute l'équipe éducative d'avoir accès à l'eau à tout moment de la journée et sur toute l'année. Il permet également à l'établissement scolaire avec l'appui de l'association SOTHI de reprendre les activités du jardin bioclimatique et de la serre solaire installée par la fondation GoodPlanet en 2019. Ces deux actions étaient arrêtées suite à la fermeture des établissements scolaires en Inde due à la crise sanitaire. Les précipitations étant très faibles et les saisons agricoles courtes (4 à 5 mois), l'école dispose d'une serre solaire qui permet d'approvisionner sa cantine scolaire en fruits et légumes frais notamment en hiver lorsqu'ils ne sont pas disponibles localement ou sont à des prix inabordables pour l'école. Cette serre solaire permet de diversifier les denrées alimentaires dans la cantine, de rendre plus autonome l'école et de sensibiliser les élèves à la nutrition.

Le jardin bioclimatique est prévu pour être à visée éducative, il donne la possibilité aux élèves de planter les légumes et fleurs, de les entretenir, de voir comment ils poussent et évoluent. Pour ce faire, chaque classe dispose d'un petit carré à entretenir au cours de l'année et à la fin de l'année celle qui dispose du plus beau jardin est récompensée.

Les pompes à eau solaire permettront à l'établissement scolaire de créer à partir de la rentrée scolaire 2022 en partenariat avec SOTHI une micro-forêt sur un grand espace inoccupé de l'établissement scolaire. La micro-forêt sera un petit laboratoire pour éduquer les élèves à la protection de l'environnement et à la biodiversité. A long terme, elle permettra à l'école de générer des revenus parce que les peupliers et les saules qui seront plantés pourront être vendus dans la région et utilisés dans la construction des habitations locales.

En plus de ces projets de protection de l'environnement qui participent à atténuer les effets du changement climatique dans cette région, l'association SOTHI mettra en œuvre dans les prochains mois des actions de sensibilisation aux médias pour les élèves des trois écoles partenaires.

Photo : CMJ de Montlouissur-Loire



# EN ROUTE VERS LA CITOYENNETÉ

> Conseil Municipal des Jeunes de Montlouis-sur-Loire

Depuis 2018, la Mairie de Montlouis-sur-Loire anime le Conseil Municipal des Jeunes (CMJ). Lors de la création de cette instance, la volonté de la municipalité était de créer un espace de réflexion et des moyens d'action pour les jeunes Montlouisiens à partir du collège.

# Associer les jeunes à la vie politique de la commune

L'ambition de l'équipe municipale lors de la mise en place du Conseil Municipal des Jeunes était multiple. En effet, la Mairie souhaitait, d'une part, permettre aux jeunes de devenir des citoyens responsables, acteurs au sein de leur ville et respectueux des règles collectives en les faisant participer à la démocratie locale et en les impliquant dans leur ville et, d'autre part, leur donner la parole afin qu'ils puissent s'exprimer sur leur vision de la ville, sur les attentes et envies des jeunes de leur âge en complétant ainsi la gouvernance exclusive des adultes.

La municipalité voulait également associer le regard des jeunes sur différents projets notamment en associant le Conseil à la gestion du Fond d'Aide aux Jeunes (FAJ), en l'impliquant sur l'élaboration et la mise en œuvre de projets et d'événements municipaux, en l'associant également à des campagnes de sensibilisation sur la sécurité routière à deux roues, les conduites à risques ou la laïcité. Outre ces projets, le Conseil Municipal

99

Les membres du Conseil ont notamment organisé une action « World Clean Up Day » pour nettoyer et sensibiliser à la gestion des déchets.

des Jeunes a également été impliqué sur la participation à des actions de solidarité et le soutien à des projets sur le thème de la citoyenneté ainsi que sur la co-construction d'un projet avec la ville jumelle de Castelvetro di Modena en Italie.

# Des jeunes impliqués dans des actions concrètes

Les membres du CMJ s'investissent dans les manifestations de la ville telles que les cérémonies officielles ou les manifestations d'associations mais ils organisent aussi leurs propres évènements. Les membres du Conseil ont notamment organisé une action « World Clean Up Day » pour nettoyer et sensibiliser à la gestion des déchets. Ils ont également eu l'occasion de monter des projets et de s'impliquer dans la réalisation d'un budget participatif municipal et départemental.

Participer à ces différentes actions et être force de proposition permet aux membres du CMJ de mettre à profit leur savoir-être, savoir-faire et de développer de nouvelles compétences, enjeu auquel la municipalité souhaitait que le Conseil réponde. En effet, pour la mairie de Montlouis-sur-Loire, le CMJ a vocation à favoriser la prise d'autonomie des jeunes pour qu'ils soient acteurs de leur propre existence, sur leur territoire de vie mais aussi de développer le vivre-enBaptiste Vignard, membre depuis 2021, témoigne de son implication dans le Conseil municipal des jeunes

#### Pourquoi as-tu souhaité t'impliquer dans le Conseil municipal?

J'ai voulu faire partie du Conseil des jeunes pour donner des idées d'amélioration de la vie quotidienne des habitants (développement des loisirs, aide aux personnes défavorisées...). J'avais envie de m'investir dans la vie de ma commune.

# Quelles sont les actions menées par le Conseil qui t'ont particulièrement intéressées ?

Je n'ai intégré le Conseil des jeunes que cette année, mais j'aime le projet ODD qui a été fait avant mon arrivée. J'espère que nous pourrons retourner en Italie prochainement pour rencontrer les jeunes du Conseil de Castelvetro. L'année dernière, le Conseil des jeunes a proposé l'installation d'un frigo solidaire, cette année, nous avons proposé 4 idées de projets.

Le Conseil des jeunes est également à l'initiative du World Clean Up Day à Montlouis-sur-Loire, et j'ai hâte d'organiser ce rendez-vous en septembre prochain.

#### Qu'est-ce que le Conseil municipal des jeunes t'apporte?

J'apprends énormément de choses sur le fonctionnement de la commune. Je me sens plus impliqué dans la vie locale, et plus responsable. J'aime aider les gens, et le Conseil des jeunes me permet de le faire.

semble, leur capacité d'écoute et de représentation des jeunes de leur ville.

Aujourd'hui, le Conseil des jeunes est animé par la mairie, sous la tutelle de l'adjointe en charge de la jeunesse, de la dynamique de la Ville et des jumelages, Madame Esther Petit. Marie Mazzocato, chargée de la vie locale en est la référente administrative.

Les jeunes rejoignent le CMJ par candidature en transmettant leur lettre de motivation, il n'y a donc pas d'élection. Le Conseil se réunit en principe toutes les deux semaines voire toutes les semaines lorsqu'il y a de nombreux projets à mener de front.

#### Le Conseil municipal des jeunes et les Objectifs de Développement Durable (ODD)

Un des premiers projets du Conseil des jeunes a été d'organiser un séjour sportif dans la ville jumelée de Castelvetro di Modena. A cette occasion, la ville italienne a également créé un Conseil des jeunes. Des suites de cette rencontre est né le projet « Jeunes européens de demain, un avenir commun durable », appelé plus communément ODD.

Dans le cadre de ce projet, les jeunes du conseil de Castelvetro di Modena et de Montlouis-sur-Loire ont réalisé une série de petits films ensemble portant sur les 17 Objectifs Développement Durable. Des temps de présentation et d'échanges publiques ont également eu lieu dans chaque commune auprès d'écoles, de collèges, d'associations et des bureaux municipaux. En 2021, les jeunes ont également travaillé sur la rédaction d'une Charte « des bon gestes » en accord avec les enjeux de l'Agenda 2030.

Photos : Conseil régional Centre-Val de Loire



# DELPHINE BENASSY: NOUVELLE ÉLUE DÉLÉGUÉE À LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

**Delphine Benassy** 

> Conseil régional Centre-Val de Loire

Delphine Benassy est Vice-Présidente déléguée à la Culture et à la Coopération internationale

J'ai été élue Conseillère régionale en juin 2021, et j'ai la chance et l'honneur d'être Vice-Présidente déléguée à la Culture et à la Coopération internationale, une alliance porteuse de sens. La Coopération internationale est un marqueur de la Région Centre-Val de Loire depuis de nombreuses années. Je suis ravie de pouvoir apporter ma pierre à l'édifice de la solidarité internationale dans notre région, et de participer à relever, avec vous, les défis planétaires qui sont devant nous : dérèglement climatique, érosion de la biodiversité, détérioration de notre environnement, lutte contre la pauvreté, bouleversements économiques, démocratie, paix...

Nous habitons une même planète, marquée par les inégalités économiques et sociales, issues notamment de la colonisation et de l'exploitation par les pays occidentaux, qui sont renforcées par les dérèglements de l'écosystème planétaire et les conflits. Avec les crises que nous traversons, nos modes de vie sont interrogés, nos capacités à être solidaires tout autant. Tout abandon des valeurs qui fondent et unissent notre société contribue à la fracturer et n'apportera jamais de réponse durable. Les migrations intrarégionales et internationales en sont un des symptômes et un élément de contexte à prendre en compte.

Durant mon mandat, j'inscrirai mon action dans la poursuite de ce que Charles Fournier a mis en place, avec:

- La « Stratégie en matière d'action internationale » adoptée en 2017, qui distinguait plusieurs types de coopérations: humanitaire, pour répondre aux situations d'urgence; culturelle, éducative et citoyenne, basée sur l'échange de bonnes pratiques; économique et technologique, basée sur la réciprocité.
- L'animation de coopérations décentralisées au travers des « partenariats stratégiques » historiques ou

des « coopérations de projets » plus récentes avec : le Land de Saxe-Anhalt en Allemagne, les Régions de Pardubice en République tchèque, de Fès-Meknès au Maroc, de Luang-Prabang au Laos, du Gorgol en Mauritanie, de Mopti au Mali, l'Etat du Tamil Nadu en Inde, la Province du Hunan en Chine, la Voïvodie de Malopolska en Pologne et plus récemment, la Toscane en Italie

- La poursuite du soutien à Centraider, partenaire incontournable de longue date de la Région
- Le dispositif CAPEI « Cadre d'Appui aux Projets Européens et à l'International Territoires citoyens et solidaires », pour soutenir des actions portées par les acteurs de notre région souhaitant œuvrer pour la solidarité internationale (collectivités, associations, entreprises...), qui comporte 3 axes :
- « Comprendre » : sensibilisation à l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale, dont l'objectif est de promouvoir et de développer une meilleure connaissance et compréhension des enjeux européens et globaux sur le territoire régional, pour une plus grande ouverture des citoyen-nes sur le monde.
- « Agir » : solidarité et coopération internationales pour contribuer à la réalisation des ODD, avec pour objectif de soutenir les projets contribuant au renforcement des capacités de la société civile et des autorités locales dans le monde
- « Bouger » : mobilité internationale des jeunes, dont l'objectif est de soutenir les actions de mobilité individuelle et collective contribuant à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et à leur ouverture sur le monde.
- Un appel à projets bisannuel thématique s'inscrivant dans l'agenda 2030 des Nations Unies, et dont l'édition 2021

était sur le thème de la résilience face aux crises, des inégalités sociales et du dérèglement climatique

 Des aides humanitaires d'urgences et post-urgences, en réponse à des crises ou catastrophes naturelles

Pour mon action je m'appuierai sur la Conférence Permanente régionale des Relations Internationales. instaurée en 2018, qui est un formidable espace de co-construction avec les acteurs du territoire (collectivités, associations, entreprises, ...), et auquel vous êtes invités à participer! Nous avons adopté collectivement une nouvelle feuille de route en décembre 2021 et acté 6 groupes de travail thématiques : Europe et citoyenneté, mobilité et engagement des jeunes à l'international, recherche et innovation, une région solidaire et accueillante, accès aux services essentiels, gouvernance et animation de la CPRI.

La guerre en Ukraine a marqué rapidement le démarrage de mon mandat, et la Région s'est mobilisée avec :

- La participation à hauteur de 100 000 euros au Fonds d'ACtion Extérieure des COllectivités territoriales (FACECO) géré par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, pour de l'aide humanitaire d'urgence en Ukraine ou dans les pays voisins
- Le soutien aux associations du territoire: les 6 associations départementales mobilisées par l'Etat pour faciliter l'accueil de personnes ukrainiennes déplacées dans la région par un fonds de 100 000 euros, et les antennes régionales ou départementales d'associations solidaires ou caritatives nationales, par un fonds de 100 000 euros également
- L'activation des compétences de la Région pour faciliter l'accueil sur notre territoire : gratuité des transports, accès à l'apprentissage du français, soutien aux structures organisant l'accueil...

99

Je présenterai en 2023 une nouvelle stratégie régionale, qui intégrera notamment un volet positionnant la Région comme « territoire accueillant et solidaire », dans la dynamique d'accueil inconditionnel portée par l'ANVITA (Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants), à laquelle la Région est adhérente.

Des actions de coopération avec la Région Malopolka, pour aider à l'accueil de personnes ukrainiennes en transit à Cracovie par des dons alimentaires et médicaux, et le convoi d'un bus pour permettre à des Ukrainien-nes d'être accueilli. es sur notre territoire

Je présenterai en 2023 une nouvelle stratégie régionale, qui intégrera notamment un volet positionnant la Région comme « territoire accueillant et solidaire », dans la dynamique d'accueil inconditionnel portée par l'ANVITA (Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants), à laquelle la Région est adhérente. Nous sommes déjà à l'œuvre pour élaborer un Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration (CTAI) avec l'Etat. Cette stratégie positionnera aussi fortement, dans nos coopérations ou comme avec la Région Centrale Danemark récemment ainsi que dans le CAPEI, les enjeux liés à l'urgence climatique et sociale en lien avec la COP régionale.

Je remercie chacun.e des lecteurs et lectrices de la revue de Centraider pour son engagement à construire un monde solidaire et durable. Vous pouvez compter sur le mien pour être à vos côtés!



Photos : Cabinet ESPERE

# ENTRETIEN AVEC JEAN-FRANÇOIS FILLAUT, COFONDATEUR DE LA SCOP ESPERE

ESPERE est une Société Coopérative (SCOP) créée en 2004, spécialisée dans la structuration, le déploiement et l'évaluation de démarches de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE), climat et économie circulaire. Basée à Vendôme et à Paris, l'ambition de la SCOP est de maximiser l'impact sociétal positif des organisations et prouver, par l'exemple, qu'un autre mode de développement est possible. Il s'agit d'accompagner les organisations privées et publiques à créer de la valeur durable, c'est-à-dire une trajectoire positive vers une performance globale.

# D'après vous, pourquoi met-on fréquemment en relation RSE et Transition?

L'intérêt de la RSE connaît un tournant décisif depuis ces dernières années. En 20 ans, la RSE est devenue d'une part, un axe structurant et indispensable et d'autre part, un enjeu de résilience.

Après le sommet mondial pour le développement durable à Johannesburg en 2002, la RSE correspondait plutôt à un outil de « Soft Power », c'était un peu la cerise sur le gâteau. La prise en compte de la RSE au sein des organisations se traduisait surtout en termes de communication. Par la suite, les acteurs écono-

miques se sont emparés du sujet, principalement pour trois raisons:

- des contraintes réglementaires,
- des opportunités de recherche et développement et de marketing,
- une vision éthique de la part de certains dirigeants.

Autour des années 2010, en France, la RSE répondait donc à des enjeux de mise en conformité sur les sujets environnementaux, sociaux et territoriaux.

Puis il y a plusieurs accélérateurs. A partir de 2016, sous l'impulsion de l'Union européenne, on est passée à une RSE dite de « performance » : le fait d'assumer sa responsabilité vis-à-vis des enjeux sociaux, sociétaux, environnementaux, contribue à renforcer les capacités des entreprises de manière globale. On s'aperçoit qu'il existe une corrélation entre la performance financière et extra-financière.

Aujourd'hui, la RSE évolue encore, et peut être appréhendée comme une question de survie et de résilience, d'autant plus ampli-

Photo : Une partie de l'équipe du Cabinet ESPERE fiée par la crise Covid, les crises économiques et climatiques, la guerre en Ukraine et tant d'autres questions. C'est une question de survie face à un monde où il y a moins de ressources disponibles. Il s'agit de savoir comment s'adapter aux contraintes du monde. Il est particulièrement remarquable de constater que lors du dernier forum économique mondial (forum de Davos), la question des risques écologiques et sociétaux a supplanté celle des risques d'ordre économique.

Les institutions proposent aujourd'hui des plans de transition pour s'adapter aux contraintes en eau, énergétiques, etc. Il s'agit d'identifier une trajectoire vers un monde qui va être contraint, un monde complètement différent. A ce titre, l'Ademe, l'agence française de l'environnement et de la maîtrise d'énergie, a publié en février un rapport intitulé « Transition(s) 2050 ». L'Ademe propose ainsi 4 scenarii pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050¹.

Votre SCOP est spécialisée sur l'accompagnement aux démarches de responsabilité sociale et environnementale, comment appréhendez-vous cette notion de «transitions»?

Aujourd'hui, de plus en plus de dirigeants sont confrontés à des



99

L'intérêt de la RSE connaît un tournant décisif depuis ces dernières années. En 20 ans, la RSE est devenu ed'une part, un axe structurant et indispensable et d'autre part, un enjeu de résilience.

questions qui dépassent largement le champ économique. Comment exister dans ce monde? Comment s'adapter ? Quel plan de transition ? La SCOP Espere accompagne la mise en œuvre de plans de transition des organisations publiques et privées. Ces plans de transition sont principalement centrés sur le climat mais ils couvrent plus généralement tous les défis sociétaux. Nous nous appuyons plus particulièrement sur une approche développée par l'ONG suédoise The Natural Step<sup>2</sup> car il s'agit de construire avec les dirigeants, une vision du futur souhaitable à partir des défis globaux dans une perspective à moyen terme (2030 / 2050). Sur cette base, nous pouvons ensuite les accompagner pour définir des priorités, construire un plan de transition et agir.

Il s'agit ainsi de mettre en avant les opportunités d'une telle politique : la RSE et le plan de transition v apporter des bénéfices à l'entreprise car elle contribue à la réduction des risques et à créer de la valeur, c'est ce qu'on appelle le seuil de rentabilité extra-financier.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Pour consulter le rapport, se référer au site Internet de l'ADEME : transitions2050.ademe.fr

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> thenaturalstep.org



# LANCEMENT DU NOUVEAU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT ET DE FINANCEMENT RECITAL

Centraider lance en région Centre-Val de Loire un nouveau dispositif d'accompagnement technique et financier des initiatives d'ECSI pour la période 2022-2024. Ce dispositif s'adresse aux acteurs engagés dans des actions d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale. Avec le programme RECITAL-ODD débuté en 2020 et soutenu par l'Agence française de Développement, Centraider met l'accent sur le développement d'activités en faveur de l'Éducation à la Citoyenneté à la Solidarité Internationale (ECSI). L'ECSI peut être définie comme une processus éducatif permettant de mieux comprendre le monde qui nous entoure, de prendre conscience des interdépendances et de choisir d'agir pour faire évoluer les sociétés vers plus de solidarité et de justice. C'est donc un processus s'inscrivant dans le moyen/long terme allant au-delà d'une action ponctuelle. Les interventions d'ECSI ont pour objectif d'inciter les citoyens à agir, à travers une prise de conscience des grands enjeux de développement mondiaux et le renforcement de leur esprit critique.



Le programme RECITAL-ODD a pour finalité de "Mobiliser les territoires en faveur des Objectifs de développement durable (ODD)". Pour cela, plusieurs objectifs sont poursuivis:

- Renforcer les initiatives des acteurs de la région Centre-Val de Loire engagés en faveur des ODD et leur capacité à organiser la sensibilisation et la mobilisation des citoyens sur les enjeux d'un monde plus solidaire et plus durable,
- Amplifier l'impact et l'efficacité des initiatives d'ECSI sur le territoire de la région Centre-Val de Loire dans une logique multi-acteurs,
- Contribuer à l'ouverture au monde des citoyens et susciter l'engagement en référence à l'agenda 2030.

#### Le dispositif d'accompagnement et de financement RECITAL en région Centre-Val de Loire.

Le dispositif d'accompagnement RECITAL en région Centre-Val de Loire a pour objectif de renforcer les initiatives des associations de la région Centre-Val de Loire engagées en faveur des ODD et leur capacité à organiser la sensibilisation et la mobilisation des citoyens sur les enjeux d'un monde plus solidaire et plus durable. Ainsi, ce dispositif permet aux porteurs de projets d'ECSI en direction des jeunes de 11 à 25 ans d'être soutenus financièrement tout en bénéficiant d'un accompagnement.

#### Un accompagnement collectif

Des ateliers "Concevoir un projet d'ECSI pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable" sont organisés pour vous permettre de connaître les éléments indispensables pour sensibiliser les jeunes aux ODD.

#### Un accompagnement individuel

Centraider accompagne les acteurs dans la définition de leur projet, la recherche de partenariat et d'outils pour la mise en œuvre de leur projet.

# Un soutien financier de 1 000€ à 5 000€

Un soutien financier peut être accordé par le jury aux projets accompagnés qui touchent des jeunes de 11 à 25 ans. Ce financement peut représenter 70% maximum du coût total du projet. Les 30% restant peuvent être tout ou partie en valorisation.

99

Le dispositif
d'accompagnement
RECITAL en région
Centre-Val de Loire
a pour objectif
de renforcer les
initiatives des
associations de la
région Centre-Val de
Loire engagées en
faveur des ODD [...]

# Des ateliers de formation thématique ou méthodologique

Des ateliers thématiques sont organisés pour permettre aux acteurs de découvrir et d'expérimenter de nouveaux outils d'animation d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

# Une journée d'échange et de valorisation des projets

Une rencontre annuelle est organisée par Centraider pour valoriser les actions menées par les acteurs soutenus et favoriser des échanges entre les différents partenaires.



Vous avez une idée de projet, des questions sur le règlement du dispositif d'accompagnement RECITAL, n'hésitez pas à contacter Aratim KPARTIOU-TCHASSE

06 31 38 93 75 recital@centraider.org

# **RENCONTRE AVEC LES LIVELLES VOLONTAIRES**

Cette année, dans le cadre du programme RECITAL. Centraider a accueilli deux volontaires en Service Civique, Assanie vient du Tchad dans le cadre d'un programme de réciprocité et Flora originaire de France. Depuis le 1er février et jusqu'au 31 juillet 2022, les volontaires ont pour mission de sensibiliser les publics jeunes aux Objectifs de Développement Durable (ODD), à la solidarité et la citoyenneté internationale ainsi qu'à la mobilité internationale. Cette mission s'effectue sur toute la région Centre-Val de Loire. Après avoir contacté plusieurs acteurs, elles ont réalisé diverses animations : auprès des volontaires d'Unis Cité

auxquelles elles ont présenté la roue des ODD, mais également auprès de publics plus mouvant, comme lors du Printemps de Bourges, et prochainement Terres du Son.

En plus de leurs animations, Assanie et Flora réalisent des posts sur les ODD diffusés sur les réseaux sociaux de Centraider, Facebook et Instagram. Chaque semaine un ODD est mis en valeur, avec des chiffres clés, les interconnexions avec d'autres Objectifs et des actions réalisées par des acteurs de la région. En créant ces publications, les volontaires mettent l'accent sur la solidarité internationale et régionale, elles sensibilisent également aux ODD tout en valorisant les acteurs.





Céline Leroux Directrice

Représentation, développe partenariat et de projets, relations institutionnelles

Coopération décentralisée urs économiques et Responsabilité sociale des organisations

Orléans

direction@centraider.org 06 31 39 59 22



**Charlotte Bourillon** Chargée de mission

Engagement à l'international

Mobilité internationale Formation des acteurs Jeunesse, sport et tourisme solidaire

charlotte.bourillon@centraider.org 06 82 84 85 80



Guillaume Guetreau Chargé de communication

Communication et réseaux sociaux Observatoire

Orléans

guillaume.guetreau@centraider.org 07 68 20 42 67



Elsa Tisné-Versailles

Chargée de mission

Accompagnement des acteurs et animation de réseau (dept 37, 41,28) Accès aux services essentiels (eau & assainissement, déchets, énergie) et environnement Dispositifs 1%

Tours

elsa.tisne-versailles@centraider.org 06 42 59 76 32



Maxime Guizouarn

Chargé de mission Education à la citoyenneté et à la

solidarité internationale

Campagnes citoyennes : FESTISOL, Alimenterre Animation de territorie ECSI

maxime.quizouarn@centraider.org



Hawa Deme Chargée de mission

Acteurs économiques Projet EXPLOR

Tours

hawa.deme@centraider.org 07 63 19 06 22



Sophie Lalv

Responsable administrative et financière

Gestion administrative et financière Identification des acteurs Relations au CA & membres

Vendôme

sophie.laly@centraider.org 02 54 80 23 09



Aratim Kpartiou-Tchasse

Chargé de mission Accompagnement des acteurs et animation de réseau (dept 45,18,36)

Appel à projets & coordination RECITAL Relations avec les Organisations de Solidarité Internationale issues

Agriculture & développement durable

aratim.kpartiou-tchasse@centraider.org 06 31 38 93 75



41100 Vendôme tél.: 02 54 80 23 09

CENTRAIDER Antenne d'Orléans

48 rue du Bourdon Blanc 45000 Orléans tél.: 02 38 15 66 59

CENTRAIDER Antenne de Tours 20 rue de Montbazon 37000 Tours tél.: 02 47 34 99 47

CENTRAIDER Antenne de Bourges 18000 Bourges tél.: 02 54 80 23 09

www.centraider.org If ♥ in ◎



# LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CENTRAIDER 20 BÉNÉVOLES MOBILISÉS POUR LE RÉSEAU



Président
Collège associations.



Tony Ben Lahoucine Président d'honneur Collège réseaux départementaux.



Berfrand Sajaloli Vice-président Collège institutions régionales.



Issouf Elli Moussami Vice-président Collège organisation de Solidarité Internationale issue de l'Immigration (OSIM).



Secrétaire Collège comités de jumelages.



**Trésorière** Collège réseaux départementaux.

Marie-Claude Bolzon



Collège associations.

Jean-Claude Lézier



Collège associations.



Gosseaume

Collège associations.



Collège associations.



Jean-François Fillaut



Mamadou Diarra

Conseiller municipal de Saint-Jean-de-la-Ruelle;
Collège collectivités locales et leur regroupement.



Théodore Toulougoussou Collège OSIM.



Collège collectivités



Nezha El Massoudi

Collège institutions régionales



Bruno Demeurant

Collège associations.



Guy Chevreau Collège associations



Gabriel Rousseau

Collège réseaux départementaux



Cédric Marmuse

Collège collectivités locales



Constanc

Collège collectivités locales





Réunion





LES RÉSEAUX RÉGIONAUX MULTI-ACTEURS DE LA COOPÉRATION ET DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALES



PNL · VIANNEY · JULIETTE ARMANET
MARTIN SOLVEIG · KUNGS · EDDY DE PRETTO
DELUXE · L'IMPÉRATRICE · TIKEN JAH FAKOLY
4†TER · DIRTYPHONICS LIIVE · LUJIPEKA
S+C+A+R+R · JAMES BKS · MYD LIVE BAND
BENJAMIN EPPS · LULU VAN TRAPP · LADANIVA · BRUTUS
POGO CAR CRASH CONTROL · JUNGLE BY NIGHT · STAR FEMININE BAND
ELISA DO BRASIL · DOPE SAINT JUDE · GARGÄNTUA · ZINÉE
YOU SAID STRANGE · ROMANE SANTARELLI · RANK-O · OPAC
CRENOKA · BLEU SHINOBI · SPACE TEA · BEYADI · FIRST DRAFT

Programmation et billetterie sur www.terresduson.com

















